

*Article 21 du Règlement***L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE****LES NAVIRES À PROPULSION NUCLÉAIRE—LES CONSÉQUENCES D'UN ACCIDENT**

**M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les-Îles):** Monsieur le Président, il y a 70 ans aujourd'hui, entre 2000 et 3000 habitants de Halifax périssaient dans une explosion navale catastrophique. Plus de 10 000 personnes furent blessées et 200 environ perdirent la vue. Le 6 décembre 1917, la collision, dans le port de Halifax, entre le transport de munitions *Mont-Blanc* et le navire belge *Imo* rasait 1600 bâtiments dans un rayon de 25 kilomètres et en endommageait gravement 12 000 autres.

Une récente recherche étudiait les résultats possibles d'un accident, qui pourrait arriver n'importe quand, survenant à des navires à propulsion nucléaire ou équipé d'engins nucléaires, dans un port canadien. L'horreur de ce scénario qui, pour les besoins de l'étude se situe à Esquimalt, rend l'explosion de Halifax insignifiante. Les conséquences ultérieures—cancer latent, malformations génétiques, dommages environnementaux et perturbations économiques—rendent le scénario encore plus horrible.

Le Canada n'a pas de plans adéquats pour un accident d'une telle ampleur. Le gouvernement refuse même d'insister pour savoir si les navires en visite sont porteurs ou non d'engins nucléaires. Que faudra-t-il pour que le gouvernement se rende compte qu'il joue avec la vie et la sécurité de ses citoyens?

\* \* \*

[Français]

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****LE LIBRE-ÉCHANGE—LES INTÉRÊTS DES CANADIENS**

**M. Clément M. Côté (Lac-Saint-Jean):** Monsieur le Président, j'aimerais, pour la gouverne de ceux qui s'opposent à l'Accord de libre-échange, citer un extrait du témoignage du professeur Bernard Landry, ancien ministre québécois du Commerce et des Relations internationales, témoignage rendu devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur. Je cite:

«Premier point que je veux mentionner, c'est que ce texte de 35 pages auquel sont arrivés les négociateurs du Canada et des États-Unis d'Amérique fait l'envie d'à peu près tous les pays occidentaux. Et cela ne s'est pas assez dit. La plupart des pays du monde ont comme principal client les États-Unis d'Amérique, à l'Est comme à l'Ouest. C'est vrai de la République fédérale d'Allemagne comme c'est vrai du Japon, comme c'est vrai de la France, comme c'est vrai de l'Italie. Tout le monde doit se contenter de négociations multilatérales. Tout le monde doit aller s'asseoir à la table du GATT.

Enfin, le principal partenaire commercial des États-Unis, le Canada, a réussi à faire mettre sur la table un texte qui consacre sa position particulière. De tous les pays de la planète, c'est celui qui commerce le plus, c'est celui qui est le plus interrelié sur le plan économique avec les États-Unis et, enfin, ce statut prend forme sur le plan juridique.»

Monsieur le Président, une telle réalisation ne peut que servir avantagement les intérêts des Canadiens et Canadiennes de tous les âges.

\* \* \*

**LA RÉFORME FISCALE****LA SÉCURITÉ SOCIALE—LA POSITION DES PERSONNES ÂGÉES**

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ce matin, on avait le plaisir, avec mes collègues le critique des finances et la députée de Saint-Michel—Ahuntsic (M<sup>me</sup> Killens), de rencontrer les représentants des groupes du troisième âge qu'on appelle La coalition du troisième âge du Québec, qui représente 400 000 personnes âgées, lesquelles sont venues nous faire part de leurs observations en ce qui concerne leurs commentaires sur la réforme fiscale du ministre des Finances (M. Wilson). Ils disent non à l'injustice fiscale. Les retraités dénoncent la réforme fiscale du gouvernement conservateur. C'est très simple, monsieur le Président, ces gens ont déclaré que le gouvernement conservateur n'a pas eu sa leçon lorsqu'ils ont été obligés de faire reculer le gouvernement sur la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse. Ces gens demandent que les sociétés payent leur juste part et que les retraités ne soient pas sacrifiés.

Deuxièmement, ils demandent que le revenu de placement soit maintenu et converti en crédit d'impôt et la pleine indexation du régime fiscal des particuliers.

Monsieur le Président, tous ces représentants et représentantes des groupes du troisième âge du Québec sont sortis de la rencontre avec les représentants du ministre des Finances déçus de cette rencontre et ils se demandent ce que fait le ministre d'État (Finances) (M. Hockin) pour défendre leurs intérêts. Est-ce que c'était du bluff ou de la réalité?

\* \* \*

● (1410)

[Traduction]

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DU MANITOBA**

**M. Felix Holtmann (Selkirk—Interlake):** Monsieur le Président, devinez ce que les néo-démocrates d'Howard Pawley ont encore inventé pour convaincre les Manitobains de s'opposer au libre-échange! Vous l'avez: Howard Pawley oblige ses ministres à aller annoncer dans les écoles publiques du Manitoba que les marines américains vont envahir le Canada!

Le 3 décembre, à l'École Daniel McIntyre, à Winnipeg, le ministre provincial de l'Expansion industrielle, M. Al Mackling, a déclaré: «Si les Américains n'approuvent pas une partie de l'accord, ils enverront simplement les marines s'emparer de toute façon de ce qu'ils veulent.»